

BROOKINGS
Center on the United States and Europe
4th Annual Raymond Aron Lecture

Recasting Sovereignty: France in a Globalized World

Thursday, November 15, 2007

Featured Presenter:
Hubert Védrine
Former French Minister of Foreign Affairs

Moderator :
Daniel Benjamin
Director, Center on the United States and Europe

*The Raymond Aron Lecture
is made possible through the generous support
of the French Foreign Ministry's
Centre d'Analyse et de Prévision in Paris.*

Hubert Védrine

Bonsoir à tous, je précise que je vais m'exprimer en français aujourd'hui. La traduction fonctionne correctement ? Bien. Je ne parle pas en français pour des raisons théoriques ou de principe, mais mon anglais n'est réellement pas suffisant -et j'en suis désolé- pour aborder avec un peu de finesse et de tact les sujets dont nous allons parler. Et je voudrais remercier tout de la suite la Brookings, dont la réputation prestigieuse est bien connue, de m'avoir invité pour cette "Raymond Aron Lecture" et de m'avoir donné cette occasion de m'adresser à vous ce soir.

Je vais donc me livrer à quelques réflexions sur le lien entre la France et la mondialisation, sujet sur lequel j'ai rédigé récemment un rapport pour le Président de la République française actuelle, Monsieur Sarkozy, qui vient de faire un voyage très remarqué aux Etats-Unis. Monsieur Sarkozy m'avait proposé d'entrer dans son gouvernement, de reprendre la tête du ministère des Affaires étrangères. Mais nous ne sommes pas de la même famille politique, et pour différentes raisons que je ne développe pas ici, j'avais été très sensible à cette proposition mais j'avais pensé que ma place n'était pas dans cette équipe.

Mais j'ai par ailleurs de très bons rapports avec le Président, et c'est là un changement que la France a connu au cours des 20 dernières années, avec trois cohabitations successives: les relations entre la droite et la gauche sont très différentes de ce qu'elles étaient autrefois. Elles sont beaucoup plus normales, beaucoup plus détendues, mêmes lorsqu'il y a des désaccords théoriques ou politiques. Donc, je n'ai pas accepté la proposition d'entrer au gouvernement, mais en revanche, quand le Président Sarkozy m'a demandé si j'acceptais de conduire une réflexion sur la France et la mondialisation, ce qui est un vrai sujet, pas commode, j'ai accepté volontiers, avec plaisir. Et je trouve ça très bien qu'il y ait en France un Président de la République qui demande des avis en dehors de sa famille politique, qui demande à des personnalités de droite mais aussi de gauche d'animer des commissions, des réflexions, je trouve ça très bien. (J'avais approuvé cela quand François Mitterrand l'avait fait en 1988 après sa réélection mais il avait été moins loin, ça avait pris des proportions moins grandes, et donc je suis logique avec moi-même en approuvant cette démarche à présent.)

Ensuite, cette question de la France et de la mondialisation, de l'idée que la France se fait de son rôle, de son poids, de sa souveraineté, de sa marge de manœuvre, c'est un sujet qui préoccupe les Français depuis longtemps et en particulier depuis que nous sommes entrés dans la vraie période de la globalisation. Il y a à ce sujet un discours dominant, le discours de l'ouverture, le discours globaliste, le discours économique, qui en gros considère que les Français, c'est un peuple particulier qui est trop négatif, trop inquiet, trop méfiant par rapport à la mondialisation et que les Français sont un peu, comment dire, attardés sur le sujet par rapport à d'autres pays, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Europe du Nord, etc.

Mais quand j'ai repris le sujet pour ce rapport et que j'ai étudié l'opinion publique de près, je me suis rendu compte que dans tous les grands pays, dans tous les pays riches, l'opinion publique est méfiante partout, par rapport à la mondialisation. J'emploie les deux mots mondialisation et globalisation indifféremment -en français, c'est la même chose. Donc je me suis rendu compte que il n'y a pas de particularité française à cet égard. Et quand on regarde l'opinion aux Etats-Unis, en Angleterre même, en Allemagne, des pays de ce genre, les élites sont favorables à l'ouverture, à la mondialisation, et le grand public est méfiant. Il y a donc une méfiance de tous les peuples dans les pays riches où existe un système de protection sociale plus ou moins développé (il y a des différences entre les Etats-Unis et l'Europe mais

enfin même aux Etats-Unis ce n'est pas le système chinois, il y a quand même des acquis sociaux partout.) Les peuples, qui sont pleins de bon sens, voient bien que le fait de mettre en compétition tout le monde avec tout le monde, les habitants des pays riches avec les paysans chinois pauvres, comporte un risque de remise en cause des situations acquises, en Europe et dans les pays très développés : donc pas de particularité française sur ce plan. Je précise que je regardais les études d'opinion sur une période de 10 ou 15 ans, donc ce n'est pas conjoncturel.

En revanche, j'ai trouvé deux particularités françaises. La première, pour des raisons presque inexplicables, c'est que la France est le seul grand pays du monde où l'opinion publique a un jugement négatif sur l'économie de marché. Et ça, ça reste assez mystérieux.

Et la deuxième chose, c'est que les Français n'ont pas confiance en eux face à la mondialisation. Même dans les pays où l'opinion publique pense que la mondialisation a plus d'aspects négatifs que positifs, les gens pensent qu'ils vont pouvoir se débrouiller, qu'ils vont trouver une solution, qu'ils vont pouvoir consolider leur place dans ce système. Alors que les Français, en tout cas jusqu'à récemment, ne pensaient pas ça.

Et c'est étrange, pour ceux d'entre vous qui êtes français ou qui êtes des Américains qui connaissez bien la France, vous savez très bien que ce pays s'est transformé de manière incroyable, et à plusieurs reprises, depuis 1945. Donc, dans la réalité pratique, la France a une capacité de métamorphose énorme. Mais les Français ne le vivent pas comme ça, ils ne le sentent pas comme ça. Il y a une différence entre leur aptitude au changement et la perception qu'ils ont de cette aptitude. Il y a d'ailleurs des sondages –qui n'ont pas un rapport direct avec le sujet mais c'est amusant et ça fait réfléchir- au cours des 10 dernières années où l'on demande aux gens : « Est-ce que vous êtes heureux ? » 80% des gens disent : « Oui, je suis heureux ». C'est un chiffre énorme, au passage. Et on demande aux Français : « Et est-ce que les Français sont heureux ? » A 80%, ils disent : « Non, ils ne sont pas heureux. » Je pense qu'il existe un décalage un peu du même genre concernant la perception de la mondialisation.

Je reviens un instant sur l'attitude par rapport à l'économie de marché. On trouve 35% de Français pour trouver que l'économie de marché est bonne. C'est un chiffre incroyablement faible : dans tous les pays d'Europe, c'est plus de 50 % et dans les pays émergents, c'est 70-80%, des pays émergents qui n'ont rien à perdre, donc ils sont pour, bien sûr. Alors on dit que c'est à cause de l'influence catholique -mais on ne trouve pas les mêmes chiffres en Italie et en Espagne. On dit que c'est à cause de l'influence de la sphère publique -mais il y a une sphère publique où l'unification est venue du pouvoir central dans d'autres pays d'Europe, ce n'est pas qu'un cas français. On dit que c'est l'influence marxiste dans les esprits -mais ça a été extraordinairement fort dans d'autres pays comme l'Italie et on ne trouve pas les mêmes chiffres. Donc il y a une sorte de particularité, ou alors la question est mal posée ; enfin, je ne sais pas ce que les Français comprennent quand on parle de "l'économie de marché", mais en tout cas, il y a cette particularité.

A partir de ce point, je me suis dit que l'approche utile pour travailler ce rapport entre la France et de la mondialisation, c'est pas de faire une sorte de cours du soir comme si le peuple français était un peuple d'attardés, ce n'est pas de faire un catéchisme, de faire de la propagande en disant « la mondialisation est bonne pour vous, la mondialisation est gagnante, elle est « win-win » », vous connaissez ce jargon. Je crois que ça ne sert à rien, ça fait très longtemps qu'en France, il y a des rapports sur la mondialisation, soit d'inspiration sociale-démocrate, soit d'inspiration libérale, ils disent tous la même chose, « la mondialisation est

bonne, on n'a pas le choix, c'est bon pour nous, etc. » Je pense que ce genre de discours ne change pas les structures profondes de l'opinion. On l'a d'ailleurs vu à l'occasion du référendum en France à propos du traité constitutionnel européen, la propagande pour le "Oui" a échoué pour cette même raison. C'était une propagande lourde, qui avait tendance à discréditer les gens qui voulaient voter "Non", au lieu d'argumenter par rapport à ça.

Ce qui fait que je suis arrivé à l'idée suivante : la France, comme d'autres pays dans le monde, devrait se doter d'une politique non pas face à la mondialisation – un mot qui veut dire qu'on est un peu à l'extérieur, qu'on est un spectateur un peu inquiet, ou critique – mais d'une politique dans la mondialisation. Ca, c'est une remarque très simple.

Deuxième remarque très simple, aucun pays dans le monde n'est complètement fermé : même la Corée du Nord est en train d'inventer des Zones Economiques Spéciales et tout ça finira par évoluer comme la Chine. D'autre part, il n'y a aucun pays au monde qui soit complètement ouvert. Ca n'existe pas. Même les Etats-Unis ont des mécanismes excellents pour décider qu'une entreprise américaine ne peut être rachetée par une entreprise étrangère si c'est un intérêt national et stratégique. Et en plus le mécanisme américain est très bon parce que ça ne s'appuie pas sur une liste très précise et que le Président des Etats-Unis peut prendre cette décision très librement. Il y a beaucoup d'exemples de son utilisation, j'en cite quelques uns dans mon rapport.

Il n'y a pas à choisir entre l'ouverture et la fermeture, c'est absurde. Deuxièmement, il n'y a pas à choisir, tout court, puisque la mondialisation est un fait. Tout simplement, je dis qu'on est dedans, ce n'est pas un choix, il n'y a pas à être pour ou contre, et on doit être dedans avec une combinaison de politiques réfléchies. Et le débat un peu théorique, un peu dogmatique, entre les partisans de l'ouverture et les partisans de la protection n'a pas de sens. Les pays combinent tout ça.

Simplement, en France, on n'a pas eu jusqu'à présent de Président ou de gouvernement qui ait dit : « Nous avons une politique de la France dans la mondialisation. » On ne l'a jamais dit comme ça. On a traité des morceaux du problème. A certains moments, c'est un aspect offensif, dynamique, pour conquérir des marchés. A d'autres moments, ce sont des réactions de protection, parce que les conséquences de la concurrence avec tel ou tel pays sont trop brutales, trop dangereuses. On ne met pas les différents éléments ensemble. Donc, ma proposition très simple, c'est de dire qu'il faut avoir une politique combinée, un « policy mix », avec un volet adaptation, un volet réforme, un volet solidarité et un volet protections. Je dis "protections" au pluriel, je ne dis pas le protectionnisme comme système global, il est absurde et d'ailleurs personne ne le propose ; plutôt, des protections, comme il en existe de partout, dans tous les pays, qui ne portent pas toujours sur les mêmes aspects, mais si on les met bout à bout, ça fait un ensemble fort. Et d'autre part, il faut un effort de régulation.

Pour arriver à cela en France, il faut qu'on arrive à faire sauter des verrous intellectuels. Nous avons une extrême-gauche qui est encore forte d'un point de vue politique et intellectuel, et qui rejette la mondialisation en bloc, comme si c'était possible, sur le thème de la "mondialisation-américanisation", car ils mélangent les deux. Ils considèrent que c'est entièrement mauvais. C'est une attitude évidemment indéfendable, sur le plan intellectuel et politique. Ils n'admettent même pas que la mondialisation des 20 dernières années a sorti de l'extrême-pauvreté 400 millions de gens, au moins, en Asie notamment. Là, il y a un dogmatisme.

Et il y a un dogmatisme de l'autre côté, du côté des libéraux idéologiques, qui considèrent que toutes les protections sont du protectionnisme. Ceci est vrai en France, en Europe et même pendant longtemps à Bruxelles, à la Commission Européenne. Elle considérait que toute proposition de protection, même justifiée, même transitoire, même déjà utilisée dans d'autres pays –y compris les Etats-Unis, j'ai donné un exemple, je ne reprends pas ici, je ne veux pas être trop long. Il y a donc un parti idéologique qui hurle au protectionnisme dès que l'on parle de mesures de protection ponctuelles. Je crois que ces gens-là ont fait beaucoup de tort, dans les deux cas, à l'attitude des Français vis-à-vis de la mondialisation.

Ce que j'ai dit dans ce rapport, c'est « dotons la France d'une politique d'ensemble. » Le détail de la politique peut varier selon que l'on a un gouvernement de gauche ou de droite. Mais le principe de la combinaison resterait. L'adaptation et la réforme dépendent de chaque pays : vous suivez l'actualité en France, vous savez qu'on est au cœur d'un problème de réforme. On a vu ce qu'il s'est passé il y a quelques années en Allemagne, ce n'est pas simple : Schroeder a fait des réformes courageuses qui ont dynamisé l'économie allemande, mais ce n'est pas son parti qui en profite. C'est le parti de Madame Merkel, qui n'a pas fait les réformes en question, et le parti de Schroeder est très hésitant, il rejette Schroeder, il rejette son héritage et ils sont en train récupérer ces électeurs qui sont à la gauche du SPD : donc, la gestion de la réforme n'est vraiment pas simple. Mais il faut un volet réforme, qui soit géré au niveau des pays, ça ne peut pas se faire ailleurs. Donc, adaptation, réforme.

Quand je parle de solidarité, je veux dire par là qu'il y a vraiment par moments des victimes de la concurrence, il y a vraiment des entreprises qui disparaissent, parce que les prix de produits fabriqués en Chine sont tels qu'on ne peut résister au choc. Dans les chiffres de l'ensemble de l'économie, ce n'est pas tellement important, mais dans une région précise, pendant un certain temps, pour une profession précise, ou à un certain âge, ça peut être désastreux. Et là on peut pas opposer à ce type de situations un discours économiste global. Et on ne peut dire à des gens qui sont en train de perdre leur emploi « Vous devez vous adaptez, créez des entreprises, voyagez, soyez dynamiques », c'est obscène presque. Pendant une vingtaine d'années en Europe, on n'a pas eu une capacité de solidarité suffisamment forte, suffisamment rapide, pour aider les gens qui sont dans ces situations, ce qui fait que sur le plan médiatique, ça a été désastreux.

On pourrait donner beaucoup, beaucoup d'exemples en France au cours des 10 ou 15 dernières années où la couverture médiatique a été énorme parce qu'une entreprise a dû fermer, parce que la concurrence internationale était trop forte. Et même lorsque l'on a réussi à recréer à peu près le même nombre d'emplois dans les deux-trois années qui ont suivi, ça n'a jamais été un titre médiatique. Ce qui a été enregistré par l'opinion profonde, c'est qu'on est sans défense face aux Chinois, et face à tout le reste. Là aussi, il y a des éléments à corriger et donc la solidarité doit être plus forte. Il a fallu attendre très longtemps pour que la Commission de Bruxelles accepte de créer, au niveau européen, un fonds d'aide aux victimes de la mondialisation. La théorie, c'était qu'il n'y avait pas de victimes, puisqu'on était dans un système « win-win ».

Enfin, il y a l'élément « régulation ». En France, on parle beaucoup de régulation, et aux Etats-Unis presque pas, je crois. C'est ce que les linguistes appellent un mot-valise : c'est un mot vague, creux, on ne sait pas très bien ce que les gens mettent dedans, mais en France quand on utilise ce mot, ça traduit l'espoir d'une meilleure organisation du monde, d'une mondialisation moins sauvage, avec plus de règles, plus équitable, pas simplement le respect des règles qui existent à l'Organisation Mondiale du Commerce, mais des règles sociales,

pour l'environnement, etc. Et là-dessus, la gauche et la droite françaises se retrouvent pour faire des discours sur la régulation. Mais ce sont des discours, et par définition, la régulation, on ne peut pas la faire tout seuls. On peut faire dans les pays les autres volets de ce « policy mix », mais on ne peut pas faire la régulation, il faut être plusieurs : il faut avoir la majorité au sein de l'Union Européenne des 27, ou il faut l'unanimité des 150 à l'OMC, ou un pourcentage important des 192 pays du monde. Or, la France est très douée pour faire des discours généraux, mais elle a moins l'habitude de travailler à travers des politiques d'influence, pour rassembler des minorités de blocage ou des majorités d'opinion, alors que c'est un élément essentiel de l'interdépendance de la mondialisation. Voilà donc ce que j'ai proposé dans la 1^{ère} partie de ce rapport au Président Sarkozy.

Ca peut paraître simple, même évident, mais ça n'a jamais été présenté de cette manière, en rassemblant les différents volets et, comme je l'ai indiqué, il y a des dogmatismes très forts. Le Président Sarkozy m'a dit que, au fond, j'avais fait la théorie de son action. Il est donc censé se reconnaître dans cette 1^{ère} partie de mon rapport.

Quant à la gauche, il y a une douzaine de personnalités, à peu près tous les leaders actuels de la gauche, qui ont déclaré en public que c'était un rapport intéressant, utile, que la gauche devait lire et à partir de laquelle la gauche devait essayer de reconstruire une position, qui soit une position dynamique par rapport à la mondialisation et pas simplement une position inquiète. Je dois dire que quand je rédigeais ce texte, c'est vrai que je pensais plutôt à la gauche, dans cette première partie, à ses inquiétudes, à cette crispation, à cette espèce de négation de la réalité de la mondialisation.

Je pense que c'est faisable et je pense qu'on pourrait voir une France – en peu d'années, ça peut aller très vite – très à l'aise dans la mondialisation. J'ai d'ailleurs au début énuméré un certain nombre de handicaps qui sont connus, handicaps d'adaptation par rapport à tout ça, mais également énormément d'atouts. La France conserve des atouts formidables, le problème essentiel étant mental, ce manque de confiance en soi, cette espèce de déprime qui constitue un phénomène très particulier.

J'ai mon idée sur ce problème ; je crois que il y a une sorte de mélancolie française. C'est lié au fait que les Français ne comparent pas leur pays aux autres pays du monde (s'ils le faisaient, ce serait plutôt réconfortant, encourageant, même enthousiasmant sur beaucoup de plans.) Le problème, c'est que les Français comparent sans arrêt la France d'aujourd'hui à celle d'avant. Là, il y a deux courants de pensée qui s'opposent. Il y a le courant de pensée un peu prétentieux, un peu grandiloquent, celui qui énerve d'ailleurs partout dans le monde : c'est le courant qui pense à l'époque de Louis XIV ou Napoléon, quand la France était vraiment un pays central, un pays-clé. Mais ça traduit une souffrance. Quand ils parlent comme ça, il y a une nostalgie, et une tristesse derrière cette nostalgie, même quand ça paraît prétentieux. Ou alors il y a l'autre traduction, qui n'est pas bonne non plus. C'est de dire que la France, ce n'est pas grand-chose, c'est une puissance moyenne et ça, ça traduit un découragement – parce que les Français aimaient bien la mondialisation quand c'était la France qui se projetait sur le monde, mais ils n'aiment pas tellement la mondialisation quand c'est le monde qui se projette sur eux. Là, il y a un changement mental qu'il faut opérer.

Donc, il y a des raisons très anciennes. Si on parlait d'un individu, on parlerait de psychanalyse et on remonterait aux éléments fondamentaux. En matière nationale, ça ressemble un peu à ça. Si on ne prenait que les données objectives, vu de la planète Mars, quand on voit aujourd'hui le poids de la France, la place de la France, les atouts de la France,

il y a bien sûr les 192 pays du monde, 170 qui seraient très contents d'avoir ça. Donc, il y a une attitude française qui est étrange et j'essaie moi de contribuer à dépasser ces deux excès.

Il y a une 2^{ème} partie dans le rapport. Le Président m'avait demandé si la France devait changer d'attitude par rapport à la mondialisation. Sur le plan économique, je réponds : « Oui, elle doit changer d'attitude. » Comment ? C'est là où viennent mes propositions. Mais la deuxième partie, c'est : est-ce que la France doit changer sa politique étrangère ? Et là je réponds, et ça n'engage que moi, plutôt non. Je reste fidèle à la politique étrangère suivie depuis le début de la Vème République, dont la définition serait de dire que la France doit garder sa propre politique étrangère. Vous me direz qu'il s'agit là d'une banalité. Mais ce n'est pas une évidence pour tout le monde. Et je dirais qu'il y a deux groupes de pensée en France qui, ces dernières années, ont milité pour que la France renonce à sa spécificité.

Il s'agit d'une part des fédéralistes européens, qui ne sont certes plus dominants aujourd'hui. Les fédéralistes européens, quand ils étaient sincères et logiques, pensaient qu'il n'y avait pas de raisons pour que la France, l'Allemagne, l'Italie conservent leur politique étrangère parce que, un jour ou l'autre, tout cela allait se fondre dans une politique étrangère européenne unique. Ce sont des courants qui, politiquement, ont moins d'influence à présent, mais il en reste quelque chose dans les opinions. Ces courants suggèrent que les Etats-Nations en Europe, au fond, c'est quelque chose d'un peu dépassé, qui va être remplacé un jour par autre chose, plus une interprétation toujours très douloureuse de la 2^{ème} guerre mondiale et d'autres événements. Donc, il y a tout un courant qui dit que ça n'a pas de sens d'avoir une politique étrangère française. C'est presque prétentieux. Un jour, ce sera remplacé par autre chose.

Ma réponse à cela, c'est que ça ne se produira pas. Je ne pense pas que l'intégration politique ira plus loin que le traité simplifié qui a fait l'objet d'un accord récent, à partir d'une initiative du Président Sarkozy, soutenue par Mme Merkel. Ceci pour sortir l'Europe de l'impasse dans laquelle elle s'était mise avec le débat sur le traité constitutionnel. Personnellement donc, je ne pense pas que ça ira plus loin.

Je pense que ça ne ressemblera jamais aux Etats-Unis d'Amérique, jamais. J'ai d'ailleurs toujours pensé que la comparaison entre les deux était absurde. Les habitants des treize colonies américaines d'origine étaient tous les mêmes. Il y a à ce sujet un discours fameux de George Washington où il dit cela et il a parfaitement raison : ce sont les mêmes gens, qui pensent la même chose, la même langue, etc. Ca n'a jamais été le cas en Europe. Il y a eu un mythe pendant très longtemps, celui des « Etats-Unis d'Europe ». C'est un mythe qui a une certaine vertu pour sortir l'Europe des imbécilités nationalistes, mais ce n'est pas un projet qui fonctionne. La construction européenne se fera autrement. Et je distingue de ce point de vue la "construction" et "l'intégration". L'intégration politique, c'est au sens de fusion des Etats-Nations, dépassement des Etats-Nations, fusion des peuples et création un jour d'un grand peuple européen, et ça ne se produira pas, à mon avis.

En revanche, la poursuite de la construction européenne, avec de plus en plus de cohérence économique dans la zone Euro, avec des politiques nouvelles, à 27 ou dans des groupes plus petits, je pense que ça va continuer. Et je pense que ça va continuer d'autant plus facilement que nous avons enfin un accord sur les institutions et que nous allons pouvoir employer notre énergie à travailler sur des projets nouveaux, plutôt que cette discussion théorique qui dure depuis dix ans sur le traité idéal, la constitution idéale, etc. Je crois que c'était une impasse et que ça va se calmer, se stabiliser, qu'on va retrouver une énergie européenne autrement.

Donc je réponds sur ce point que l'on ne peut pas dire qu'il va y avoir une politique étrangère européenne et que l'on peut donc arrêter la nôtre. On n'a pas le droit d'arrêter, on ne peut pas arrêter. Il n'y a d'ailleurs aucun pays au monde qui arrête d'avoir sa propre politique étrangère. Ce n'est donc pas de la prétention française. Et même si vous prenez les petits pays européens, ils ont tous des positions très précises, pas forcément sur tous les sujets, mais il y a des sujets qui les touchent et sur lesquels ils défendent au sein de l'Europe des positions précises : ils ont des politiques étrangères à eux. Je prends donc position sur ce point.

Il y a par ailleurs un autre groupe qui a également milité pour un abandon de la politique étrangère de la Vème République, et c'est là un débat plus subtil, plus compliqué. C'est ce que j'appelle le groupe atlantiste-occidentaliste. C'est intéressant d'en parler ici devant vous, et c'est intéressant d'en parler après la visite du Président Sarkozy. Qu'est-ce que j'appelle l'atlantisme ? En gros, historiquement, c'est la position de la droite française d'avant le gaullisme. Et ça amène à penser que la France doit revenir dans les commandement militaire intégré de l'OTAN. C'est dire qu'il n'y a pas de raison ou qu'il n'y a plus de raison en tout cas pour que la France ne soit pas complètement dans les mécanismes de l'OTAN. Alors qu'aucun Président de la Vème République n'est revenu complètement dans le système.

Je rappelle d'ailleurs que le Général De Gaulle ne l'avait pas du tout fait sur un coup de tête. La première politique étrangère du Général De Gaulle, c'était plutôt de reconstituer un directoire occidental, Etats-Unis/Grande-Bretagne/France. Ensuite, pendant des années, il a fait des demandes pour que l'Alliance Atlantique soit corrigée, soit réformée, afin que les grands pays européens, France et Grande-Bretagne, puissent se faire entendre. Et il a fini par sortir des organes militaires intégrés en plusieurs étapes après plusieurs années : il est revenu au pouvoir en 1958 et n'est vraiment sorti qu'en 1966, soit 8 ans d'efforts infructueux pour réformer l'Alliance. Après, les présidents français ont gardé ça, et il y a un courant assez fort en France aujourd'hui pour dire qu'il faut revenir dessus. C'est un courant qui est fort dans la majorité actuelle, dans la droite française et le Président Sarkozy est en partie sur cette ligne.

Ce que je pense, à titre personnel, c'est que pour la France, il n'y a pas d'intérêt à retourner dans les organes militaires intégrés. D'un point de vue pratique, ça ne change strictement rien et la perception dans le monde serait celle d'une sorte d'alignement systématique de la France sur la politique américaine, politique américaine qui peut être excellente à certains moments et moins bonne à d'autres. Donc ça n'a pas d'intérêt véritable, sauf si à cette occasion, il y avait une véritable réforme du fonctionnement de l'alliance.

Ce qui fait que sur ce sujet, je suis à l'aise par rapport à la position adoptée par le Président Sarkozy. Il a dit : « la France est disponible pour occuper de nouveau toute sa place dans l'Alliance, une Alliance rénovée. » C'est notamment une affirmation européenne plus forte. Je sais bien que ça pose un tas de problèmes. Le Pentagone sera toujours contre mais il peut y avoir une décision politique au-dessus du Pentagone. D'autre part, les Européens ne sont pas forcément prêts à refaire une place à la France. Mais d'un point de vue français, je trouve ça intéressant de faire la tentative. Pour quelqu'un comme moi qui ne suis pas de l'équipe Sarkozy et qui s'exprime à titre indépendant, je pense qu'on ne peut pas condamner a priori cette tentative, tout dépendra des résultats obtenus. Ca dépend de ce que répondra l'administration américaine à cette ouverture française, celle-ci ou la suivante. Je suis très intéressé de voir ce qu'il va se passer après le voyage du Président Sarkozy, où il a exprimé une amitié considérable, très chaleureuse : est-ce que ça a créé quelque chose de différent dans le comportement américain ? Je ne parle pas des discours, mais est-ce que ça créé une réponse différente, une disponibilité différente, ça va être très intéressant à observer.

Je soulève dans le rapport un dernier point, celui de "l'occidentalisme". Qu'est-ce que j'entends par occidentalisme ? (Je ne sais d'ailleurs pas ce que ça donne pour ceux qui m'écoutent à travers les écouteurs de la traduction simultanée). Il y a une formule : pour moi, l'occidentalisme est à l'Occident ce que l'islamisme est à l'Islam, une sorte d'exagération pathologique. Autant je trouve normal et légitime que l'Occident défende ses intérêts (l'Europe fait partie de l'Occident, tout comme la France, tout comme les Etats-Unis, et évidemment il faut défendre nos intérêts sur tous les plans), autant je suis convaincu que nous devons défendre nos valeurs, nos conceptions, mais il y a plusieurs façons de les défendre. Il y a la façon réaliste qui tient compte de la complexité du monde et il y a la façon un peu paranoïaque, qui voit l'Occident comme un bloc assiégé de toutes parts, parce que il y a les Chinois, les Russes, les Arabes, les islamistes, etc., tout ces ensembles très dangereux, et très nombreux en plus : les Occidentaux ne sont tous ensemble qu'un milliard à peu près.

Donc il y a une interprétation qui, à mon avis, va trop loin, et moi, je me méfie d'un phénomène en France que vous avez connu ici avec les néo-conservateurs, au début. Les néo-conservateurs, au départ, ce ne sont pas des gens violents, ce sont des idéalistes en vérité. Ils sont pour la démocratie et les droits de l'homme. Je parle d'intellectuels néo-conservateurs qui disaient au début qu'il faut remettre la morale au centre des relations internationales. « Il faut combattre la realpolitik, il faut imposer nos valeurs universelles, sinon c'est être lâche, sinon c'est Munich, etc. » Il y a tout un discours qu'on aime bien en Europe en fait. Il y a beaucoup d'Européens qui, sans s'en rendre compte, sont en fait assez proches de ce que pensaient les néo-conservateurs au début. En France, dans le paysage intellectuel, vous avez beaucoup de gens qui de la même façon au début étaient très à gauche (des gauchistes ou des trotskystes) et à travers ce moralisme que je viens d'évoquer peuvent se retrouver sur des positions tout à fait guerrières. C'est un discours qui vous mène à une guerre quand même, un jour ou l'autre, puisque les trois quarts de l'humanité ne sont pas du tout sur ces positions-là.

Donc là il y a un risque, on ne dit pas en général que ce mouvement existe en France, le mot néo-conservateur n'est pas employé à part pour désigner de tout petits groupes, alors que je pense que le courant est beaucoup plus grand. J'ai donc profité de l'occasion de ce rapport, l'occasion que m'a donné le Président Sarkozy, pour soulever cette question afin que nous en débattions en France. Il fallait voir où est la limite, le point d'équilibre entre la défense normale et intelligente des intérêts de l'Occident, la défense normale et intelligente des idées et des conceptions de nos valeurs universelles (mais qui ne sont pas encore universellement reconnues comme universelles, ce qui pose un petit problème) et les dérives que vous avez connues dans ce pays, avec la question de l'Irak, etc. Ce qui n'est pas étonnant d'ailleurs, ce n'est pas un accident de parcours, ça découle des a priori conceptuels, et ce même si il y a eu après plusieurs éléments qui se sont mélangés, au-delà des néo-conservateurs. Donc, j'ai voulu profiter de ce rapport pour soulever ces questions.

Ce qui fait que, toujours pour répondre à la question du Président Sarkozy (« La France doit-elle changer complètement de politique étrangère ? »), de même que j'ai dit qu'il ne faut pas abandonner sa politique étrangère sous prétexte qu'il y aura bientôt une politique étrangère unique en Europe, je pense qu'on ne doit pas non plus abandonner sa politique étrangère au profit d'une politique occidentale unique, je ne suis pas pour ça. Parce qu'une politique occidentale unique, c'est une politique dirigé par les Etats-Unis uniquement. Et les Etats-Unis peuvent élire Clinton, mais ils peuvent aussi élire Bush, et ça n'est absolument pas les mêmes politiques, c'est même tout le contraire. Sans aucune prétention, je ne vois pas comment, du

point de vue français, on peut s'en remettre à des décisions qui sont prises sur une base qui nous échappe autant.

Donc je dis oui, il faut garder une politique étrangère française. Alors, est-ce que ça doit être exactement la même ? Je réponds non, et même, ça ne peut pas être exactement la même. Je donne des exemples de styles français qui sont absolument à corriger. Elles donnent une impression énervante à propos de la France, elles ne sont pas du tout utiles pour nous, je donne en fait des exemples de prétention. Je peux d'ailleurs le redire ici.

La France adore dire: « la France, patrie des Droits de l'Homme », tous les hommes politiques aiment dire ça, c'est une sorte de *jingle* automatique. Quand on dit ça, on est automatiquement applaudi. D'abord, je trouve ça historiquement injuste parce que l'Angleterre pourrait dire : « C'est nous l'*habeas corpus* et toute la suite, c'est nous bien longtemps avant ». Les Américains pourraient dire que les textes au moment de l'Indépendance américaine, c'est les mêmes textes avec les mêmes concepts. Donc c'est pas la France toute seule. D'autre part, ça n'a pas de sens parce que nous n'avons pas de baguette magique. Nous n'avons aucune formule magique pour transformer immédiatement la Chine en immense Danemark, on ne sait pas faire ça. Pas plus avec la Russie, l'Arabie saoudite ou l'Iran, donc à quoi ça sert de dire ça ? On va me dire que ça fait partie de l'identité française, que les Français croient que c'est vrai et que si on arrête de le dire, ça va les déprimer encore plus. Moi, je suis pour une opération-vérité, y compris dans le langage. En plus, ça ne nous apporte pas de soutiens extérieurs.

Même remarque pour une formule qui est d'ailleurs très proche, à savoir l'idée que la France défend des valeurs universelles. Là, il y a tout un débat à avoir. Beaucoup de Français, comme d'Américains d'ailleurs, croient que la France est un pays spécial, qui ne défend pas des intérêts, ce qui est terriblement vulgaire et que nous laissons aux autres Européens, mais des idéaux, des idées générales, des principes universels. L'Amérique fait pareil, elle dit toujours qu'elle agit pour des principes généraux. Quand la France dit ça, je pense aussi que c'est une mauvaise façon de s'exprimer. Soit nous avons des idées vraiment universelles, alors l'univers va s'en rendre compte. Si on a trouvé des idées qui permettent de régler complètement l'antagonisme islam/Occident, c'est formidable, on va le dire, ça va tout changer et nous serons les bienfaiteurs de l'humanité. Mais si nous n'avons pas d'idées universelles, ça ne sert à rien de dire qu'on a une vocation universelle. Si on dit qu'on a une vocation universelle et que nous faisons des propositions tout à fait logiques et intelligentes, mais qui visent à défendre les intérêts français, il y a comme une contradiction.

Mais, arrêter d'être prétentieux, parce que ça énerve inutilement, ça ne veut pas dire devenir modeste. Je ne pense pas que la France soit une puissance moyenne. Si on prend les 192 pays des Nations Unies, je ne pense pas que nous soyons le pays numéro 96. Et même si on prend la trentaine de pays qui sont des puissances, on n'est pas au milieu. Je pense que la France fait partie d'un groupe un peu hétéroclite que forment les puissances d'influence mondiale, qui n'ont évidemment pas les éléments de puissance des États-Unis, seul pays à avoir toute la gamme de *hard power* et *soft power*. (Je le redis ici, pour la millième fois, mon expression « hyperpuissance » en français, est une expression purement analytique, purement descriptive. Il n'y a aucune connotation péjorative à ce mot en français, à la différence de « hyper » en anglais.) Il y a une difficulté pour les Français à se situer au bon niveau. En pratique, je suis pour le maintien d'une politique étrangère française spécifique qui, naturellement, a des amis et des alliés, qui emploie un ton plus intelligent et plus moderne –moins prétentieux, en un

mot – pour défendre ses idées et convaincre. Je suis pour tout ça, mais je ne suis pas pour l'abandon de cette politique, et je ne suis pas pour l'alignement.

On arrive à ce point du raisonnement et on accepte que les Français sont évidemment les amis des Etats-Unis. Tous les présidents français ont dit ça, sans exception, ils ont tenu le discours de l'amitié entre les deux peuples. Nous sommes des alliés, pas un seul Président n'a envisagé de sortir de l'alliance, donc c'est admis, mais nous en arrivons à deux questions délicates et je suis moi-même curieux de voir comment le Président Sarkozy va utiliser les effets de son voyage.

Première question délicate : qu'est-ce qu'on fait quand on n'est pas d'accord ? Il y a forcément des désaccords. Même entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, à certains moments, il y a des désaccords. Deux pays différents ne peuvent pas être d'accord sur tout, ça n'existe pas. Donc, comment est-ce qu'on gère les désaccords ? Et là, c'est vrai qu'il y a deux méthodes complètement différentes.

Il y a la façon de gérer les désaccords qui calme les choses, qui choisit les termes, où il y a une sorte de co-gestion concertée du désaccord, avec des mécanismes. C'est ce que j'ai beaucoup fait à l'époque de Madeleine Albright.

Et c'est vrai qu'il y a une autre façon qui consiste à faire du théâtre, du cinéma avec le désaccord. Là, on voit s'exprimer soit un anti-américanisme en France, soit une francophobie virulente aux Etats-Unis. Quand j'étais ministre, j'avais d'ailleurs eu l'occasion de faire à Chicago un discours de comparaison historique des deux courants, anti-américanisme en France et francophobie aux Etats-Unis. Ce n'est pas exactement comparable, parce que, aux Etats-Unis, l'immense majorité de l'opinion est complètement indifférente à tout ça, donc c'est plus calme en quelque sorte. Ici, il y a un petit courant francophobe et il y a un petit courant francophile et ils s'expriment plus ou moins selon les moments. En France, il n'y a pas du tout d'indifférence. Il y a une sympathie et une admiration globale pour les Etats-Unis, mélangé d'un peu d'énervement et à certains moments d'une jalousie parfois terrible : c'est le cas notamment chez les Français qui pensent que c'est la France qui a une vocation universelle et non les Etats-Unis, qu'il y a une erreur de casting et que c'est bien pénible.

Il y a de longs moments où ceci ne s'exprime pas du tout. Dans des circonstances particulières, avec une politique américaine un peu provocante, ça peut s'exprimer. Mais les structures d'opinion ne sont pas les mêmes. Mais c'est tout à fait faux de penser qu'il y a un anti-américanisme en France qui est plus fort qu'ailleurs dans le monde. Vous connaissez bien les enquêtes du Pew Research Center, il y a une attitude anti-hégémonique, contre la politique américaine, qui est extrêmement répandue.

Voilà un certain nombre de réflexions : je défends donc cette double thèse. Il me semble qu'elle permettrait d'une part à la France d'être plus à l'aise dans le contexte de la mondialisation et, d'autre part, la poursuite d'une politique étrangère française, complétée, enrichie, modifiée, dans laquelle la France continue d'avoir sa propre politique, sa politique arabe par exemple. Je ne trouve pas ça choquant que la France ait une politique arabe, je trouve que la politique arabe de la France est plutôt meilleure que la politique arabe d'autres pays que je ne citerai pas. Je veux dire par là que tous les pays ont une politique arabe, ce n'est pas une anomalie pathologique d'avoir une politique arabe. Idem pour une politique africaine. Ce n'est pas absurde d'en avoir une, pour la France. On ne peut pas en même temps trouver ridicule et complètement dépassé que la France ait encore une politique africaine et

trouver impressionnant et plein d'avenir le fait que la Chine ait une politique africaine. Il y a beaucoup de contradictions de ce genre.

On va voir ce que ça va donner. Là-dessus, je ne saurais pas mesurer l'influence d'un rapport comme celui que j'ai rendu au Président de la République. Vous êtes des intellectuels, vous savez qu'on ne peut mesurer précisément la vie des idées, ce sont des choses souterraines. D'autre part, beaucoup dépendra de la capacité des Européens à faire converger leurs approches sur tous ces grands sujets. Aujourd'hui, il n'y a pas de vraie cohérence, d'homogénéité diplomatique européenne, parce que chaque pays est marqué par son histoire et sa tradition. Les pays européens se mettent facilement d'accord sur des thèmes comme la paix, la démocratie, les droits de l'homme, des généralités. Sur les sujets concrets, non, ils n'arrivent pas à se mettre d'accord facilement. On doit pouvoir faire converger les choses, petit à petit, plus que ça n'est le cas aujourd'hui.

Mais ce n'est pas ça qui donnera le vrai sens de la construction européenne dans les années qui viennent. Pour moi, il y a un élément qui pourrait être un projet mobilisateur d'une grande force, à condition que l'Europe clarifie ce qu'elle est. Elle est en train de le faire pour les institutions, il faut qu'elle le fasse pour la géographie, sur ses propres limites. Et il faut qu'elle le fasse sur la question de ce qu'est l'Europe dans le monde. Les Français ont adoré la notion d'Europe-puissance, et ils sont à peu près les seuls. L'opinion publique en Europe et en général est mal à l'aise avec la notion de puissance. La majorité des Européens voudrait une espèce de grande Suisse, c'est-à-dire un espace dans lequel on est en sécurité, en liberté, où on a une formidable prospérité, des droits énormes, peu de devoirs et d'obligations, en espérant que ça se poursuive comme ça en dépit de ce qu'il se passe ailleurs. C'est une vision qui à mon avis ne fonctionne que si le monde est peuplé entièrement d'Européens de l'Ouest. Evidemment, ce n'est pas le cas et l'Histoire continue, avec sa dureté, et nous avons devant nous des chocs démographiques, géopolitiques, énergétiques et écologiques, et tout cela va évidemment être assez dur.

Peut-être que la perception du monde actuel et le surgissement difficile d'un monde multipolaire va réveiller les Européens. Peut-être qu'à un moment donné, ils se rendront compte qu'il ne suffit pas de faire partie de cette zone d'agrément, où règne le plaisir de vivre. Peut-être que ça réveillera l'esprit de puissance. Quand je parle d'esprit de puissance, je parle évidemment de puissance pacifique, non pacifiste, une puissance qui est capable de compter par rapport à la Chine, à la Russie et aux autres certes, mais je n'ai rien d'agressif à l'esprit. Je pense à une Europe qui arriverait à se faire mieux respecter dans le système mondial. Il faudrait que l'Europe arrête d'être l'idiot du village global. Puisque nous sommes censés vivre dans le village global, et on connaît l'expression, il y avait autrefois toujours celui qu'on appelait « l'idiot du village », et l'Europe risque de passer pour ça.

Donc, j'appelle de mes vœux à la fois une France plus à l'aise dans la mondialisation, qui ait des projets plus clairs et plus nets, qui clarifie ce vieux débat sur sa politique étrangère et, d'autre part, une Europe qui arrive à compter beaucoup plus.

Il faut qu'elle établisse avec les Etats-Unis un vrai rapport de partenariat, ce qui suppose que les Etats-Unis l'acceptent, mais ça suppose aussi que les Européens en soient capables, ce qui n'est pas évident. Dans les mauvais arguments employés par les administrations américaines pour ne pas donner plus de responsabilités aux Européens, il y a une part de vrai, il faut l'admettre. Donc, une sorte de double défi. Mais si on n'arrive pas à construire cette

complémentarité beaucoup plus saine, alors il y a pas mal d'éléments d'inquiétude, aussi bien pour les Européens que pour les Américains et pour cet ensemble occidental.

Je vais m'arrêter là, c'était évidemment très résumé, donc très schématique. Si vous êtes là, c'est que vous êtes spécialement intéressés par ces sujets, donc vous pouvez comprendre entre les lignes et voir à quoi ça fait allusion. Je redis ici que je parle tout à fait librement, tout ceci n'engage que moi, c'est une réflexion personnelle, qui évoluera par la suite en fonction des réactions qu'il pourra y avoir en France et ailleurs sur ces points.

Je crois qu'il est prévu que nous ayons un échange à présent, une session de questions-réponses.

1^{ère} question

Merci beaucoup M. Védrine pour votre brillant exposé. Je voudrai profiter de votre présence pour vous poser quelques questions sur la situation politique et économique en France actuellement.

Est-ce que vous pouvez expliquer un peu l'état d'esprit du président Sarkozy lorsqu'il a décidé de proposer des places dans son gouvernement à des gens qui, dans le passé et aujourd'hui encore, sont des socialistes : M. Kouchner, Jacques Attali, Jack Lang, et d'autres encore ? Ce serait intéressant pour moi de comprendre ce qui était dans la tête, dans la mentalité, d'un homme qui, en tout cas ici, est vu comme un homme de droite.

Ma deuxième question est encore plus d'actualité. Nous sommes, je crois, dans un mois très important de l'histoire contemporaine de la France. Nous ne sommes pas simplement dans une nouvelle année avec un nouveau Président qui propose des réformes avec le début d'un mouvement de grèves. Non, je crois que nous avons vraiment un temps avec un Président engagé, qui veut vraiment du changement, au niveau du marché, de l'emploi en France, etc. Peut-être que le résultat ne sera pas le même que sous d'autres Présidents. La question : où pensez-vous qu'on en sera dans un an ? Qui va gagner cette bataille, qui a lieu en ce moment dans les rues ? Merci beaucoup.

Hubert Védrine

En ce qui concerne la politique d'ouverture à des personnalités de l'opposition, je vais vous faire une réponse évidente : je pense qu'il y a une part tactique et une part sincère.

La part tactique, c'est qu'il s'agit pour lui d'un moyen de déstabiliser l'opposition. Il y a eu la période de l'élection présidentielle, puis la période juste avant les élections législatives. Après, il y a la période entre les élections législatives et les élections municipales, qui sont importantes pour lui parce qu'il est assez probable que la majorité actuelle y perde un peu de terrain. L'élément tactique c'est de déstabiliser l'opposition (qui est déjà en mauvais état pour des raisons variées, qu'elles soient stratégiques, historiques, tactiques), en faisant une politique d'ouverture qui fait que les gens se disputent entre ceux qui acceptent et ceux qui refusent. On met la discorde chez l'ennemi, voilà la réponse politique, tactique, la réponse classique.

C'est une politique qu'il a menée avec un certain talent puisqu'il a obtenu plus de résultats que François Mitterrand en 1988. F. Mitterrand en 1988 avait essayé de faire ça, mais il s'était

heurté à une demande des centristes de l'époque, notamment Madame Simone Veil. Ils disaient : « On est d'accord pour être avec vous mais uniquement si vous ne dissolvez pas l'Assemblée Nationale. » Mais si Mitterrand n'avait pas dissous l'Assemblée, ils auraient été les maîtres du jeu, en étant le groupe-charnière qui aurait tout contrôlé. Donc Mitterrand a dissous l'Assemblée Nationale, ce qui a stoppé l'ouverture. Quelques personnalités, mais pas de premier plan, ont rejoint le gouvernement Rocard en 1988.

Là, Sarkozy a eu des résultats, mais qu'il ne faut pas exagérer puisqu'il n'y a aucun leader socialiste vrai qui ait rejoint le gouvernement actuel. Bernard Kouchner, qui est très aimé et très populaire, n'a jamais été un leader du parti socialiste, il n'a jamais eu de responsabilités au PS. Et les autres sont de deuxième ou troisième importance, en termes politiques. En termes d'opinion, notamment à travers Kouchner, il y a eu un véritable impact. Et comme cela a été complété par une série d'initiatives sur les commissions et des choses comme ça, ça a complètement détruit l'image que Sarkozy avait avant, celle d'un homme sectaire et fermé.

Mais je suis prêt à croire qu'il y a un peu plus que ça. De la part du Président Sarkozy, il peut y avoir, et ça paraît peut-être bête à dire, une sorte de plaisir personnel à travailler avec des gens différents. Vous savez, la plupart des hommes politiques finissent par être exaspérés par leurs propres supporters. Je ne sais pas si c'est vrai ici... Parce que ça enferme quand même, un parti politique, des gens qui vous soutiennent, qui vous ont élu, qui veulent avoir des résultats, des renvois d'ascenseur. C'est vrai qu'à un moment donné, en tout cas en France, on a vu presque tous les leaders politiques avoir de mauvais rapports avec le parti qui les avait soutenu. Je crois qu'il y a chez Sarkozy le désir d'avoir un peu d'air et d'avoir une marge de manœuvre. Voilà donc une réponse classique.

Ensuite, dans un an. Les choses se jouent en ce moment sur les réformes. Cela fait 20 ans qu'une partie de la droite, et une partie de la gauche, dit qu'il faut faire des réformes, qu'il faut les faire de manière équitable et honnête, mais qu'il faut accepter d'en faire. Les rapports sont innombrables à ce sujet, mais ça n'a jamais marché. Non pas qu'il n'y ait pas eu de réformes : il y a eu des réformes à l'époque Mitterrand qui étaient des réformes de gauche, qui allaient plutôt dans l'autre sens, d'autre part, il y a eu des réformes à l'époque Mitterrand-Rocard qui étaient des réformes importantes, mais après, ça s'est arrêté. J. Chirac avait essayé au tout début de faire des réformes sur les retraites, sur les régimes spéciaux, comme ça se fait en ce moment. L'opinion s'était insurgée et, à l'époque, les grévistes avaient la sympathie de l'opinion. Chirac et Juppé se sont donc arrêtés.

Aujourd'hui, en principe, les réformes devraient passer puisque l'opinion publique s'est retournée, au fil des années. Aujourd'hui, l'opinion publique considère que ce n'est ni choquant ni injuste d'aligner les durées de cotisation des régimes spéciaux sur le régime général. Mon pronostic, c'est plutôt que ça va passer, mais dans ces cas-là, c'est toujours très délicat, il peut y avoir des incidents, il y a un mouvement qui se développe dans les universités, qui n'a rien à voir, mais il pourrait y avoir une conjonction. Enfin, mon pronostic c'est plutôt que ça va passer.

Dans un an, donc, l'image de la France comme pays finalement capable de faire des réformes devrait être revenue au premier plan. Une des raisons pour lesquels je dis ça, c'est que quand on analyse aujourd'hui l'électorat de gauche, il y a un pourcentage assez important qui fait confiance à Sarkozy. Ils n'ont pas forcément voté pour lui, ils n'aiment peut-être pas son style, mais ils lui font confiance pour qu'il fasse bouger les choses. Donc il a quand même un potentiel qui déborde sa base politique. Il devrait y arriver.

Deuxième question, en anglais

[inaudible]

Hubert Védrine

Sur le premier point, je suis entièrement d'accord pour dire qu'il y a un lien évident entre la persistance pendant longtemps en France d'un chômage de masse beaucoup plus élevé – il n'est d'ailleurs pas en train de croître mais plutôt de décroître légèrement – mais il y a eu un chômage pendant très longtemps plus élevé de quelques points que dans des pays européens comparables, et il y a donc un élément démoralisant par rapport à ça.

Si la mondialisation n'avait eu que des effets très ponctuels sur l'économie, et qu'il n'y avait pas eu cette traduction globale, les Français n'auraient pas fait de lien entre chômage massif, perte de l'emploi, insécurité et cette inquiétude de la vie qui est très frappante : beaucoup pensent que la vie sera plus dure pour leurs enfants qu'elle ne l'a été pour eux. Donc, je suis d'accord sur le premier point.

Sur le deuxième, ça se discute quand même sérieusement. D'abord, le chiffre de 15% peut se discuter. D'autre part, cette espèce de déprime française, ce manque de confiance en soi ne s'observe pas du tout chez les populations françaises d'origine étrangère. Au contraire, on peut dire qu'il y a une espèce de dynamisme et de confiance en soi. Si on isolait –en France, on n'a pas le droit de faire des statistiques ethniques séparées ou des sondages séparés – mais d'après toute une série de facteurs extérieurs, on pourrait voir que ces populations ont beaucoup plus confiance en elles et même confiance dans la France, à partir d'un certain degré d'intégration. Je ne partage donc pas (et d'ailleurs je ne suis pas souvent d'accord avec ce qui est dit dans le *Wall Street Journal* mais c'est autre chose...) cette interprétation trop mécanique et trop tragique.

D'autre part, quand on regarde la vitalité démographique française par rapport aux autres pays d'Europe, elle n'est pas spécialement due aux populations immigrées. Il y a un taux de fécondité globale, toutes catégories de population confondues. Il n'y a pas d'un côté les Françaises d'origine française qui ne font plus d'enfants et les Françaises d'origine arabe ou bien les étrangères qui ont plein d'enfants. Ce n'est pas comme ça que ça marche. Et d'ailleurs, les taux de fécondité des populations d'origine arabe ont quasiment rejoint les mêmes chiffres que ce qu'on trouve dans les populations européennes. Donc, sur le second point, je dirais qu'il y a une forme d'exagération.

Ce qui est vrai, c'est que la France vit maintenant avec l'idée que l'intégration ne marche plus. Elle a vécu longtemps avec l'idée naïve que l'intégration marchait bien, ça n'avait rien d'évident ; elle vit aujourd'hui avec l'idée que l'intégration ne marche plus, je crois aussi que c'est exagéré. C'est une question de représentation.

Mais je ne suis pas naïf sur le sujet. Et, par exemple, je ne suis pas choqué par l'idée que la France, comme d'autres pays d'Europe, soit obligée d'adopter une politique de l'immigration plus rigoureuse, ce que je ne confonds pas avec le droit d'asile, chose qui est totalement différente. Sans aller jusqu'à faire des murs, comme d'autres, je pense qu'il est clair qu'il faut une régulation plus stricte. D'ailleurs, mon pronostic, c'est que les pays d'Europe, confrontés

à une pression migratoire gigantesque puisqu'il y a plusieurs milliards de gens qui vivent moins bien qu'en Europe et c'est donc attirant, vont en quelques années avoir des politiques à peu près semblables en matière d'immigration : beaucoup plus de contrôles, moins de regroupement familial, des quotas avec ou sans le mot, des quotas par profession et non par métier. Et à partir de là, l'intégration fonctionnera mieux. C'est un pronostic, indépendamment de tout commentaire moral ou politique. Autre question ?

Troisième question (en français)

Bonsoir, j'ai deux questions. La première concerne le volet économique de votre rapport et la deuxième est sur le volet politique étrangère.

Je suis personnellement tout à fait d'accord sur la nécessité de protections, au pluriel, des protections sélectives des économies globalisées, et de la régulation. Mais, il y a un problème que vous ne traitez malheureusement pas dans votre rapport et j'aurais aimé avoir votre avis dessus. Etant donné la nature non-démocratique des entreprises privées, la mondialisation est la mondialisation d'entités non-démocratiques, ainsi comment résoudre ce problème ?

Deuxième question, sur la politique étrangère. Imaginons un futur monde multi-polaire. D'un côté, vous parlez de politique étrangère française qui reste nationale tout en regardant l'Europe, de l'autre côté, vous parlez d'une Europe qui doit être influente et pacifique, et non pacifiste. Comment cela serait-il possible sans une politique de défense solide et unique et une politique étrangère commune, dans le sens de supra-nationale ?

Hubert Védrine

Sur le premier point, je ne vois pas bien le rapport avec la démocratie. (La personne ayant posé la question tente d'expliquer, mais le début de son propos est inaudible) ...des organisations extrêmement puissantes qui donc exercent des pressions économiques et politiques sur des gouvernements démocratiquement élus, ce qui pose problème. Problème que traite d'ailleurs la théorie politique mais beaucoup moins les hommes politiques. La question est donc : comment résoudre ce problème ?

Je ne sais pas. Ce qui est sûr c'est que si on compare le poids des Etats, démocratiques ou non, et les entreprises, si on compare le PIB des ces pays et les chiffres d'affaire de ces entreprises, il y a aux Nations Unies, des dizaines de pays qui n'ont aucune influence sur rien, qui ne pèsent rien du tout par rapport à quelques dizaines de très grandes entreprises mondiales. C'est évident. C'est un problème qui va au-delà de la démocratie, c'est un problème politique, qui porte sur la sphère politique. Mais on ne va pas le résoudre comme ça, et ce n'est pas un problème qui se pose à la France en particulier.

C'est un problème qui est d'habitude caché derrière le terme de « gouvernance ». C'est un mot de jargon qu'on a commencé à employer dans la décennie de l'optimisme, dans les années 90, quand on pensait que, après la fin de l'Union Soviétique, les problèmes politiques du monde étaient réglés, la fin de l'Histoire, la communauté internationale, etc. C'est là qu'on a commencé à parler de gouvernance comme si tous les problèmes du monde n'étaient que des problèmes d'organisation pratique. Je n'ai pas vraiment le temps de développer ça parce qu'il y a plusieurs mythes, liés les uns aux autres : le mythe de la gouvernance, le mythe de la communauté internationale, et le mythe du fonctionnement multilatéral.

Or, il est vrai que dans le système multilatéral que nous souhaitons, et tout le monde sait que les Européens souhaitent que les Américains reviennent à une approche plus multilatérale, même si on rassemble tous les gouvernements du monde et que ceux-ci n'ont plus aucun pouvoir sur rien, le système multilatéral est impuissant. Donc, contrairement à ce qui a été beaucoup pensé ces dernières années, pour avoir un système multilatéral fort, il faut qu'il rassemble des gouvernements forts. Idéalement démocratiques, mais également forts. Ainsi, affaiblir les Etats et les gouvernements donne un système multilatéral impuissant. C'est ce que je pense, ça paraît un paradoxe. Et je pense que l'Europe n'est forte que si ses composantes sont fortes – pas si elles sont affaiblies. Mais je n'ai pas de solution magique au fait qu'il y ait des entreprises mondiales qui ont une puissance géante et qui ne sont pas contrôlées au sens où les gouvernements le sont. C'est un bon sujet pour les sciences politiques, mais je n'ai pas de réponse comme ça.

C'est d'ailleurs le résultat de ce qu'ont souhaité les Occidentaux. Les Occidentaux sont en pointe dans le progrès démocratique et politique, ils ont souhaité que les pouvoirs politiques soient de plus en plus transparents, soient de plus en plus contrôlés, qu'ils rendent des comptes tout le temps : d'abord aux électeurs, puis aux sondages, puis aux médias, tous les matins, toutes les trois minutes... Les pays occidentaux ont voulu ça en pratique, alors qu'il n'y absolument aucun équivalent pour les entreprises, c'est sûr. De même que les autres puissances qui se développent en-dehors de la sphère publique sont moins transparentes, moins contrôlées. Je pense que c'est un vrai risque pour la démocratie et que, pour rétablir la force de la démocratie, il faudrait revenir à la question de la légitimité. La légitimité démocratique, c'est un sujet presque philosophique.

A présent, la contradiction entre diplomatie française et Europe. Je ne dis pas que les diplomaties européennes restent nationales, ce n'est pas moi qui le dis, ça. Je dis qu'on n'a pas le droit d'abandonner des politiques étrangères nationales sous prétexte que ça ne va être fait que par l'Europe ou que par l'Occident. On n'a pas le droit de faire ça, c'est une démission. Je ne le dis donc pas par nationalisme, je ne suis pas du tout nationaliste. Maintenant, comment on combine ? Vous avez cité la politique étrangère et la défense, si on n'arrive pas à mettre d'accord la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, il ne se passera rien. Et ce n'est pas en mettant dans des traités des formules magiques sur la politique étrangère et de sécurité commune que ça la fait naître automatiquement comme quand on allume la lumière. Ainsi, s'il y a une contradiction, ce n'est pas dans mon propos, elle est dans les faits. Il n'y a de façon en Europe de remplacer de manière magique l'approche des 27 pays, ou des 5 ou 6 principaux pays d'Europe, par une approche commune, supra-nationale. Pour qu'il y ait approche supra-nationale, il faut que les nations l'acceptent. Et si les nations ne l'acceptent pas, ce n'est pas la peine de pleurnicher. Si ça ne se produit pas, ça ne se produit pas, il faut faire avec.

Je pense donc que la construction européenne va se poursuivre, par des procédés qui semblent plus archaïques que l'utopie supra-nationale, et ce à partir du moment où les Européens auront pris conscience des enjeux du monde, qu'ils auront compris que la situation mondiale n'était pas si facile, qu'il y a une menace qui pèse sur nos intérêts et qu'il faut absolument avoir une politique commune forte. Par exemple, il faudrait avoir une politique commune forte vis-à-vis de la Russie, ne serait-ce que les acheteurs de gaz. Les Européens devraient se mettre d'accord entre eux par rapport à la Chine, sur le fait de savoir si la Chine est un partenaire, un client, un concurrent, une menace. La question se pose aussi à Washington, c'est très compliqué, sur la Russie ou la Chine, de combiner ces différentes réponses.

Les Européens n'y arrivent pas mieux que les Américains. Dans les campagnes électorales américaines, de ce que j'ai vu, jusqu'ici, les candidats considèrent que le président sortant était trop accommodant avec la Chine. Mais une fois élu président, on travaille dans un esprit de partenariat parce que l'interdépendance s'exerce de manière extraordinairement forte. Donc, nous avons tous besoin de clarifier ce dosage.

Quatrième question (en anglais)

[inaudible]

Hubert Védrine

C'est une vaste question. Première remarque, le monde n'est globalement contrôlé par personne. Même l'immense puissance américaine, qui ne se compare à rien d'autre, ne peut pas tout contrôler ou tout organiser. Donc, il n'y a pas d'organisation du monde. Il n'y a pas de plan, pas de programme. Le monde, c'est un rapport de forces, un champ de forces et ceci s'applique à tous vos sujets.

Deuxième remarque, la Déclaration du Millénaire, c'est très sympathique mais c'est du *wishful thinking*. Dans les pays où on parle du Père Noël, je dis que c'est comme une lettre au Père Noël, cette déclaration. C'est très sympathique, c'est ce qu'il se passerait s'il y avait une communauté internationale, dans laquelle on appliquerait la Charte des Nations Unies, etc. Mais c'est un monde rêvé, un monde qu'on atteindra peut-être un jour, mais on n'est pas dans cette situation.

Sur la question sociale, il me semble que dans l'affrontement dans la mondialisation, dans le système multipolaire qui surgit devant nous, les Occidentaux vont à la fois garder une influence énorme et en même temps ils sont en train de perdre le monopole de l'Histoire. Les Occidentaux aujourd'hui n'ont plus le monopole qu'ils ont eu pendant plusieurs siècles, depuis le début des grandes découvertes, l'expansion, la colonisation, etc. Donc, ils ne peuvent plus, même quand ils sont très convaincus, imposer tout ce qu'ils veulent à la Chine, à la Russie et aux autres. C'est un élément fondamental. Les Occidentaux ne sont pas prêts à gérer ça parce que, mentalement, ça fait maintenant plusieurs siècles que les choses sont différentes. Et la réaction de l'Occident par rapport à ça peut être violente, enfin soit de déprime, soit de violence. C'est un élément qui pèse sur toutes les tentatives de réforme ou d'organisation. Les Occidentaux continuent de penser que c'est eux qui doivent fixer la norme, fixer la démocratie, de même qu'ils ont répandu leurs religions, leur droit, etc. Ils voudraient pouvoir fixer la norme démocratique, imposer la norme sociale et des normes sur l'environnement.

Je crois que le résultat va être très différent selon les domaines. En matière sociale, je crois que c'est totalement impossible d'imposer de l'extérieur, à la Chine par exemple, de changer les conditions de travail dans les mines. Les conditions de travail en Chine sont absolument monstrueuses mais c'est exactement ce qui est décrit dans tous les romans du XIXème siècle : c'est Dickens, c'est Zola. Il n'y a pas de levier extérieur, on n'y arrivera pas.

En revanche, sur la question de l'écologie, il y a un levier dont les Occidentaux disposent. Dans un premier temps, les autres pays nous disent : « Vous n'avez pas le droit de nous imposer des contraintes parce que vous vous êtes développés de la même façon. » L'effet de serre aujourd'hui est le résultat de deux siècles de développement de l'Europe, mais les

Chinois ne pourront pas dire ça très longtemps parce que les conditions de pollution en Chine sont littéralement monstrueuses, y compris pour les Chinois. D'autre part, les Chinois ne vivent pas sur la lune, ils vivent sur la même planète.

Je crois que par le biais de l'écologie, et je ne suis pas un romantique de l'écologie, on a un terrain d'interdépendance. Il est beaucoup plus tangible que sur le terrain social ou démocratique où les Occidentaux voudraient à tout prix imposer leur démocratie sans y arriver en pratique. On peut menacer, on peut sanctionner, mais la quantité des sanctions que veulent imposer les Européens et les Américains est grotesque quand on en regarde l'effet concret : ça ne marche pas du tout. En revanche, sur la question de l'environnement, il y a une interdépendance, il y a une inquiétude qui monte à partir de sujets différents.

Si on arrive à refabriquer un système de valeurs universelles et l'équivalent de ce qu'a été l'après-guerre en 1945 quand on a conçu le grand système multilatéral, à mon avis, c'est sur ce terrain que ça se fera : c'est le terrain de l'après-Kyoto, le terrain de la prise de conscience par rapport aux questions chimiques et de pesticides, de biodiversité, de forêts et d'eau. Là, il y a un domaine qui est comme sans mémoire, où les mentalités historiques, culturelles, religieuses jouent beaucoup moins. Il y a des divergences d'intérêts très claires mais ce n'est pas insurmontable. Et si l'humanité doit avoir un sursaut global, je l'attends plutôt sur ce terrain, plutôt que, je me répète, à travers le prosélytisme démocratique ou les conditionnalités sur les questions sociales.

Et ceci me permet en même temps de terminer sur une note qui n'est pas pessimiste.

Remarques de clôture par Daniel Benjamin